

Si nous pouvons diagnostiquer clairement la situation, nous pouvons aussi commencer à formuler des solutions. Les crises sont multiples dans la région : il y a la crise sociale, la crise économique, et la pire répartition du revenu qui soit en Amérique latine. Mais l'Amérique centrale n'est pas une région pauvre. Au contraire, elle est potentiellement riche. Dans les années 1960 et au début des années 1970, elle a enregistré les taux de croissance les plus élevés du monde; mais il s'agissait d'une croissance inéquitable et faussée qui a causé l'explosion sociale et politique que nous connaissons aujourd'hui. Dix pour cent de privilégiés absorbent 50 pour cent du revenu national, tandis que 50 pour cent de la population se partage tout juste 15 pour cent de ce même revenu. Quand le peuple guatémaltèque, par exemple, a essayé de remédier à cet état de choses, les États-Unis sont intervenus en 1954 et, depuis cette époque, le pays vit en situation de fraude électorale permanente. Les forces populaires qui se révoltent en Amérique centrale aujourd'hui comprennent les Démocrates-chrétiens, les Sociaux-démocrates et divers groupes radicaux et populaires de Chrétiens, de travailleurs, d'étudiants, de femmes et d'Indiens. L'agitation sociale règne dans la région.

Ces problèmes économiques, sociaux et politiques se sont accompagnés d'une crise géopolitique. Les oligarchies de la région n'auraient pu se maintenir au pouvoir jusqu'à nos jours sans le soutien politique et militaire direct et entier des États-Unis. La région est arrivée à un tournant historique. Les "républiques bananières", ces petits pays pauvres à la périphérie du monde, exigent l'indépendance et le respect. Mais l'Amérique centrale est devenue un théâtre où s'exercent les tensions Est-Ouest, entre autres. Ces tensions sont en fait extérieures à la région et elles y ont été introduites par les États-Unis.

Il est possible d'imaginer divers scénarios qui pourraient s'accomplir en Amérique centrale au cours des mois ou des années à venir. Il y a d'abord le risque d'une invasion directe des États-Unis au Nicaragua. Je dis bien "invasion" et non "intervention", car cette dernière a déjà commencé. Les Américains comptent neuf bases militaires au Honduras et quatorze dans la zone du canal de Panama; les forces américaines manoeuvrent en permanence au Honduras et sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique de l'isthme. Pourtant, l'opinion publique aux États-Unis, au Canada, en Europe et en particulier en Amérique latine est opposée à l'invasion. Le peuple d'Amérique centrale est prêt à se défendre. Le Nicaragua est en mesure de mobiliser entre 300 000 et 400 000 personnes dans une guerre de longue haleine qui s'appa-